

## *COMMUNIQUÉ DE PRESSE*

### *Vingt-deuxième réunion de haut niveau des Chefs des Missions de Paix de l'ONU en Afrique de l'Ouest*

**Dakar, 28 Novembre, 2011** - Les Chefs des Missions de Paix des Nations Unies (ONU) en Afrique de l'Ouest ont tenu leur vingt-deuxième consultation de haut niveau ce lundi 28 Novembre à Dakar, en vue de faciliter la coordination de l'action de l'ONU pour la promotion de la stabilité dans la sous-région.

La réunion était présidée par M. Said Djinnit, Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU (RSSG) pour l'Afrique de l'Ouest (UNOWA). Mme Ellen Margrethe Løj, Représentante spéciale au Libéria (MINUL), M. Albert Gérard Koenders, Représentant spécial en Côte d'Ivoire (ONUCI) et M. Joseph Mutaboba, Représentant spécial en Guinée-Bissau y ont également pris part.

Les Chefs de Mission ont souligné leur détermination à continuer de conjuguer leurs efforts et à travailler en étroite collaboration afin de contribuer à la prévention et la résolution des crises - *en particulier celles liées aux processus électoraux* - à lutter contre l'insécurité et faveur des acquis démocratiques, de la sécurité alimentaire et du développement dans la sous-région.

Les Chefs de Mission ont également discuté de leur collaboration en ce qui concerne la mise en œuvre de la décision du Secrétaire général de l'ONU pour lutter contre les menaces transfrontalières entre le Libéria et la Côte d'Ivoire et dans la sous-région du Fleuve Mano. Ces menaces comptent la question des mercenaires, la circulation des armes et des groupes armés, le trafic illicite ainsi que leur incidence sur les déplacements forcés des populations.

En ce qui concerne la piraterie maritime et les vols à main armée en mer dans le golfe de Guinée, les Chefs de Mission ont salué le déploiement rapide d'une mission d'évaluation des Nations Unies au Bénin et auprès des organisations régionales concernées et ce, conformément à la Résolution 2018 du Conseil de sécurité (2011).

Les Chefs de Mission en Afrique de l'Ouest, ont échangé leurs points de vue sur la détérioration de la situation sécuritaire dans la bande du Sahel, y compris concernant l'impact de la crise libyenne dans la sous-région et la poursuite des activités des réseaux terroristes. Ils se sont félicités de la collaboration renforcée entre les principaux pays du Sahel dans la lutte contre le terrorisme et en faveur de la promotion du développement dans les zones concernées. Ils ont souligné le soutien essentiel de la communauté internationale pour faire face à la charge supplémentaire liée au retour des nombreuses personnes rapatriés de la Libye vers le Mali et le Niger, notamment. Certains d'entre elles sont possession d'armes lourdes. Les Chefs de Mission se sont également fait l'écho de l'appel lancé par les pays affectés pour une réponse rapide de la communauté

internationale afin d'éviter la grave crise alimentaire qui menace des millions de personnes au Burkina Faso, au Tchad, au Niger, au Mali et en Mauritanie.

Les Chefs de Mission ont réitéré leur détermination à unir leurs efforts dans la lutte contre le trafic de drogue et le crime organisé en Afrique de l'Ouest à travers la West Africa Coast Initiative (WACI) établie en vue de soutenir la mise en œuvre du Plan d'action (2008-2011) de la Communauté Economique des Etats d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) pour lutter contre le trafic de drogue, le crime organisé et la toxicomanie. Ils se sont félicités des progrès réalisés dans la mise en place des Unités de lutte contre la criminalité transnationale (UCT) dans les quatre pays pilotes (Côte d'Ivoire, Sierra Leone, Libéria, Guinée-Bissau) ainsi que de l'inclusion de la Guinée au programme WACI.

Les Chefs de Mission ont discuté du processus de paix en Côte d'Ivoire où les élections législatives sont prévues pour le 11 Décembre 2011. La tenue d'élections législatives, libres équitables et transparentes que le Représentant spécial pour la Côte d'Ivoire est mandaté de certifier, devrait compléter l'architecture institutionnelle du pays suite à l'élection Présidentielle de 2010. L'ONUCI multiplie ses contacts avec tous les partis politiques plaidant pour un processus électoral inclusif et fournit un appui technique et logistique pour l'organisation des élections. La Mission travaille également en étroite collaboration avec les forces de sécurité ivoiriennes, avec l'appui de la MINUL dans le cadre de la coopération inter-missions, afin de s'assurer que les élections aient lieu dans un environnement paisible. L'ONU reste également engagée dans l'accompagnement des autorités ivoiriennes pour la mise en œuvre des autres aspects du processus de paix, notamment dans les domaines du désarmement, de la démobilisation et de la réintégration, de la réforme du secteur de la sécurité, des droits humains, de la primauté du droit, de la réconciliation nationale, et du développement économique et social.

En ce qui concerne le Libéria, Mme Ellen Margrethe Løj Représentante spéciale, a informé la réunion sur les élections générales qui se sont tenues dans ce pays le 11 Octobre dernier pour le premier tour, faisant noter que les missions d'observation internationale et nationale avaient déclaré le processus libre, juste et transparent. Les Chefs de Mission se sont toutefois dits préoccupés par le fait que le principal parti d'opposition, le Congrès pour le Changement Démocratique (CDC), ait appelé à un boycott du second tour de l'élection présidentielle le 8 Novembre dernier, et que la violence entre les militants du CDC et la police à la veille du scrutin aurait pu intimider certains Libériens à voter. Les Chefs de Mission ont noté avec appréciation la collaboration étroite durant la période électorale entre les partenaires internationaux - particulièrement celle entre les Nations Unies et la CEDEAO- mais également avec l'Union Africaine (UA), le Centre Carter, le Groupe de Contact International sur le Liberia (GICL) et les partenaires bilatéraux. Les Chefs de Mission ont favorablement accueilli la création, par la Présidente Johnson Sirleaf d'une Commission spéciale d'enquête indépendante pour faire la lumière sur les violences du 7 Novembre dernier au siège du CDC. Ils ont souligné l'importance d'une enquête approfondie et indépendante sur cet incident pour jeter les bases d'un dialogue politique et d'une réconciliation nationale nécessaires.

Concernant la Guinée-Bissau, les Chefs de Mission de paix en Afrique de l'Ouest ont salué l'amélioration continue de la stabilité politique, de la sécurité et du contexte socio-économique positif de ces derniers mois. Ils ont exhorté le gouvernement de Guinée-Bissau à soutenir davantage son engagement et à accroître sa volonté politique pour poursuivre les

réformes majeures, et plaidé pour un appui technique et immédiat des partenaires internationaux, y compris pour le lancement du Fonds de pension cruciale pour la retraite des éléments des forces de défense et de sécurité.

En outre, tout en notant les efforts continus de tous les partenaires dans l'appui aux priorités dans la Réforme du Secteur de Sécurité, les Chefs des Missions de paix ont également plaidé pour la finalisation rapide du Protocole d'accord tripartite impliquant la CEDEAO, la Communauté des pays parlant le Portugais (CPLP) et le gouvernement de Guinée-Bissau pour la mise en œuvre de la feuille de route pour la Réforme du Secteur de Sécurité adoptée plus tôt cette année. La Conférence nationale sur la paix, le développement et la réconciliation prévue pour Janvier 2012 et parrainée par l'ONU a été identifiée comme une étape clé pour maintenir la démocratie et permettre un environnement politique positif pour la mise en œuvre de grandes réformes et la tenue pacifique des élections législatives à la fin de 2012. En ce qui concerne la lutte contre le trafic de drogue et le crime organisé, ils ont appelé à plus de soutien financier et technique de la part de l'ONU et des partenaires pour renforcer les capacités des Unités de lutte contre la criminalité transnationale (UCT) et la mise en œuvre du plan opérationnel 2011/2014 préparé par le gouvernement pour lutter contre le trafic de drogue et le crime organisé.

Les Chefs de Mission ont été informés des préparatifs de la Conférence régionale sur «*Impunité, Justice et Droits de l'homme en Afrique de l'Ouest*» qui est prévue du 2 au 5 Décembre 2011 à Bamako. Cette conférence sera organisée par les Nations Unies en coopération avec la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), l'Union africaine, l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF) et d'autres partenaires. L'objectif de cette conférence est de promouvoir la justice et les droits humains en appui aux efforts de la CEDEAO pour combattre l'impunité comme une menace à la paix et la stabilité dans la sous-région.

\*\*\*\*\*

*Pour plus d'informations: Laurence Gérard, Chargée de l'information publique pour le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique occidentale (UNOWA) - Bureau: 221 33-869-8560 - Mobile: 221 928 3324 77- - E-mail: [gerardl@un.org](mailto:gerardl@un.org) - <http://unowa.unmissions.org>*